

732 millions de boisseaux à la veille d'une nouvelle récolte.

Dans les circonstances, le gouvernement devrait élaborer un très vaste programme de vente du blé. Du point de vue des producteurs et de l'ensemble du pays, il ne fallait rien négliger pour hâter l'écoulement du blé. Vu l'accroissement de la production de blé en Europe, il était évident que le commerce mondial de blé en 1957-1958 allait être beaucoup moins considérable que l'année précédente. Le gouvernement et la Commission canadienne du blé se sont mis à l'œuvre pour assurer au Canada une plus grande part du marché mondial réduit. L'amélioration en protéines du blé de la récolte de 1957 dans les provinces des Prairies nous a facilité la tâche.

Nous avons compris que, durant les premiers mois de la campagne agricole, la récolte abondante en Europe réduirait nos importations de blé à cette région, en comparaison de celles de l'année précédente. Toutefois, durant cette période difficile, nous avons maintenu nos exportations de blé à un niveau satisfaisant; en décembre, nous dépassions légèrement le niveau des exportations de la précédente année-récolte pour la même période et, depuis lors, nous avons accru la marge. Le 9 juillet 1958, nos exportations de blé et de farine atteignaient 297.6 millions de boisseaux, comparativement à 246.7 millions de boisseaux durant la même période de l'année précédente. Il est maintenant évident que nous allons dépasser notre objectif d'exportation de 300 millions de boisseaux.

Cette année, nous avons vendu du blé à l'Australie, à l'URSS et à la Chine, entre autres. Certains pays du Commonwealth ont, de temps à autre, besoin de blé ou de farine et, pour des raisons financières, ne peuvent obtenir sur une base strictement commerciale les quantités de blé qui leur sont nécessaires. A la demande de l'Inde et du Pakistan, des capitaux du Plan de Colombo ont été mis à la disposition de ces deux pays en 1957 pour l'achat de blé canadien, soit 7 millions de dollars pour l'Inde, 2 millions pour le Pakistan et 1 million pour Ceylan.

Ces montants ont permis l'expédition d'environ 6.1 millions de boisseaux de blé ou de farine cette année. C'était un début. Le gouvernement a ensuite offert aux pays membres du Plan de Colombo de leur avancer 35 millions de dollars sous forme d'un prêt à long terme destiné à payer leurs achats de blé canadien. L'Inde a volontiers accepté cette proposition et a contracté auprès du gouvernement canadien un emprunt de 25 millions de dollars pour l'achat de blé canadien. Cet emprunt sera remboursé en sept annuités égales, dont la première sera due en mars 1961.

L'intérêt de l'emprunt est de 4½ p. 100, payable annuellement à partir du 31 mars 1959. Grâce à cet emprunt, l'Inde a acheté ou achètera environ 15 millions de boisseaux de blé canadien au cours de la présente campagne agricole.

Cela constituait en soi une amélioration; mais le gouvernement est allé plus loin: il a prévu un montant de 15 millions de dollars destiné à financer cette année des dons de blé et de farine à l'Inde, au Pakistan et au Ceylan, parce qu'il reconnaît le besoin urgent de denrées alimentaires de ces pays. Grâce à ces fonds, l'Inde, le Pakistan et le Ceylan recevront environ 10 millions de boisseaux de blé et de farine durant la présente année-récolte. Nous avons également mis un million et demi de dollars à la disposition de l'organisme des Nations Unies en vue d'accorder du secours et du travail au Moyen-Orient. Ce montant permettra à cet organisme d'acheter une certaine quantité de blé canadien pour les réfugiés arabes.

L'hon. M. Pearson: Le ministre permet-il une question? Le montant de 15 millions qu'il vient de mentionner est-il tiré des fonds du Plan de Colombo ou s'il est en sus des crédits prévus pour ce Plan?

L'hon. M. Churchill: Je suis heureux que le député ait posé cette question. Cette somme est en sus des montants normalement prévus pour le programme de mise en valeur exécuté en vertu du Plan de Colombo.

L'hon. M. Pearson: Elle s'ajoute aux crédits prévus pour le Plan de Colombo?

L'hon. M. Churchill: C'est bien cela. Un prêt de 35 millions est prévu aux termes du Plan de Colombo et le montant de 15 millions est un pur don.

L'hon. M. Pearson: Qui s'ajoute au montant de 35 millions de dollars?

L'hon. M. Churchill: Qui s'ajoute au montant de 35 millions destiné à l'application normale du Plan de Colombo.

Le gouvernement a d'autres réussites importantes à son actif dans le domaine de la vente du blé. A la dernière session, on a modifié la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, en vue de porter de 100 millions à 200 millions la limite prévue à cette loi. En même temps on a réduit le coût du financement du blé, dont la vente a été assurée par la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation. Le gouvernement a toujours été disposé à tirer parti des dispositions de cette loi pour réaliser des ventes du blé par des crédits assurés pour une période allant jusqu'à trois ans.

Avant de passer à un autre sujet que l'exportation de notre blé, j'aimerais ajouter